

PROLOGUE
MARGUERITE DURAND, la mémoire des femmes



Je ne me souviens pas de son visage, juste de son regard qui hésitait entre étonnement et contentement, elle venait de trouver ses lectrices. Et nous, notre bibliothèque.

Là, sur les étagères surchargées de son unique salle vieillotte, à l'odeur délicieusement surannée, et dans ses réserves, 10 000 volumes, des milliers de brochures, des centaines de photographies témoignaient de l'autrefois féminin. Pourtant, dehors, les manifestantes – qui battaient le pavé parisien pour obtenir la libre disposition de leur corps – chantaient en cœur la première strophe de l'hymne du Mouvement de libération des femmes (MLF), écrit en mars 1971 : « Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire. » La revue *Partisans* n'avait-elle pas cru, dès le mois d'octobre précédent, identifier dans cette déferlante féministe la « Libération des femmes [en son] année zéro ». Nul ne pensait alors que leur absence sur la scène historiographique relevait d'un ostracisme, servi par l'écriture et la conservation d'archives par et pour des hommes :

« Je suis de quelque part, et pourtant je ne peux me reconnaître ; le miroir de l'histoire ne renvoie pas mon visage, mais reflète le sien, celui de l'autre masculin. Non mémorisée, la femme reste blanche comme l'oubli, son histoire n'a jamais été écrite qu'à l'encre incolore. »

Ce désarroi exprimé par l'historienne Arlette Farge (*L'Histoire sans qualité*, 1979), Marguerite Durand voulait en protéger toutes les femmes ; elle avait au début des années 1930, alors que s'annonçait l'inéluctable disparition des militantes du long XIX^e siècle, pressenti que la perte mémorielle menaçait les futures générations. Aussi, âgée de soixante-huit ans, décide-t-elle d'œuvrer à la conservation des traces du passé des femmes, de leurs créations, de leurs luttes, comme de leur quotidien ordinaire, en commençant par faire don à la ville de Paris de sa bibliothèque et de ses papiers personnels. En 1932, ironie du sort ou de sa fondatrice, le premier Office de documentation féministe française s'ouvre dans les locaux de la mairie du V^e arrondissement, place du Panthéon, à l'ombre des grands hommes auxquels, seuls, la patrie voue alors sa reconnaissance...

Jusqu'à sa mort en mars 1936, Durand se consacre, bénévolement, à l'enrichissement de ces fonds. Elle semble ainsi boucler la boucle de son engagement qui a fait d'elle l'une des féministes les plus influentes et réputées de son époque. Pourtant, contrairement à nombre de militantes dont la vie les contraignit à prendre conscience des injustices faites à leur sexe, rien dans celle de Durand ne l'y invitait. Certes, sa mère, Anna-Caroline Durand, porte un vif intérêt aux femmes célèbres sur lesquelles elle écrit un dictionnaire, jamais publié, mais, le sujet ne véhicule aucune revendication. De fait, les conditions de vie de la famille maternelle sont confortables : native de Francfort, Anna-Caroline connaît l'aisance et la culture du palais impérial de Russie où sa mère est lectrice de la grande-duchesse Hélène, tandis que son père, avocat, est un proche de Benjamin Constant (1767-1830) et crée en France les premières conférences littéraires. Un héritage intellectuel que la mère de Marguerite-Charlotte – rentière de son État – ne manque pas de lui transmettre. Seule ombre à ce tableau, l'illégitimité de l'enfant, plus de statut que de vie : si Alfred Bocher, colonel royaliste promu Grand-officier de la Légion d'honneur, ne reconnaît pas la petite fille, il la traite

toujours comme sienne, depuis la naissance de celle-ci en 1864 jusqu'à son propre décès en 1885. Reste que les on-dit désignent le sculpteur Auguste Clésinger (1814-1883) comme le géniteur de Marguerite. La petite histoire se souviendra qu'il épousa Anna-Caroline et que le mariage fut cassé car, malgré la séparation, il demeurait toujours l'époux de la fille de George Sand. Bien qu'éduquée au couvent des Dames Trinitaires de la rue Henner, la jeune fille décide d'entrer en 1879 au Conservatoire, preuve de son esprit d'indépendance et de son goût pour les beaux textes. Elle y suit l'enseignement du célèbre dramaturge Régnier ; son talent dans la comédie est couronné du premier accessit en 1880, puis en 1881 du premier prix. D'une blondeur séduisante, charmante, voire, murmure-t-on, séductrice, elle est distribuée à la Comédie française, où elle entre en 1881, dans des rôles d'ingénue, signés Molière ou Racine, après avoir incarné Marcelle dans le *Demi-monde* d'Alexandre Dumas fils (1824-1895), dont la misogynie ne semble pas alors l'avoir heurtée. Toute autre est la teneur de la pièce *Les Honnêtes Femmes* d'Henri Becque (1837-1899) que la comédienne interprète en 1886 : son héroïne s'élève contre les maris qui traitent leur épouse en servante, non en compagne. Tel n'est sans doute pas le cas de Georges Laguerre qu'elle épouse en 1888. Certes, elle quitte la Comédie française, mais loin de devenir une femme au foyer, elle s'inscrit aussitôt dans le sillage politique de son conjoint. Avocat d'extrême-gauche, il défend notamment la cause de Louise Michel (1830-1905), puis met sa plume au service du journal fondé par Clemenceau, *La Justice*. Il est élu député du Vaucluse en 1883, puis en 1885. Lorsque Marguerite Durand l'épouse, il dirige depuis un an *La Presse*, organe quasi-officiel du très boulangiste Comité républicain de protestation. La jeune mariée en vient très vite à le co-diriger, se découvrant une passion pour le journalisme. Le couple fait de son salon du 19, rue Saint-Honoré le haut lieu de cette contestation du pouvoir en place ; Marguerite Durand en est la principale animatrice, ce qui lui vaut d'être surnommée par les uns « la muse du

boulangisme », par les autres sa « Madame Roland », la muse des Girondins qui paya de sa vie le prix de la liberté. Autant de comparaisons qui soulignent son exceptionnalité laquelle demeure toute féminine. Aussi plus laudative est la remarque du ministre de l'Intérieur Ernest Constans, rapportée plus tard par l'intéressée ; il estime rétrospectivement que « ce mouvement n'[avait] pas été difficile à vaincre. Il n'y avait que deux hommes dans cette affaire-là : Madame Laguerre et moi. » Au mépris qu'il porte à des boulangistes qui souffrent, selon lui, d'un manque de virilité, répond sa déférence pour une femme qui, elle, possède, des qualités masculines, seules dignes d'admiration. Discrète par la suite sur cette période de sa vie, Marguerite Laguerre la clôt définitivement en se séparant de son mari dont elle divorce en 1895. Son engouement pour la presse est intact : elle crée *Le Courrier du Figaro*, rubrique hebdomadaire du journal qui répond aux questions du lectorat. De sa liaison avec le directeur littéraire du journal, Antonin Périvier, naît en 1896 un garçon, Jacques, que celui-ci reconnaît.

Femme indépendante, journaliste accomplie, divorcée puis mère sans être mariée, Marguerite Durand n'est nullement représentative des femmes de son temps, elle préfigure plutôt celles des Années folles. Pour autant, si son comportement œuvre pour l'émancipation des femmes par l'exemple, elle n'a aucune affinité avec les féministes. Sans souci du paradoxe, elle considère même qu'« aux hommes [doit revenir] le forum, aux femmes, le foyer ». Vouloir comme ces « bonnes dames » changer cet ordre lui semble déplacé. C'est dans cet état d'esprit qu'en avril 1896, elle se rend au Congrès féministe international, tenu à Paris à l'initiative de la Ligue française pour le droit des femmes et présidé par Maria Pognon (1844-1925). Venue à l'hôtel des Sociétés savantes pour s'amuser du chahut annoncé d'étudiants contre ces militantes de la cause des femmes, la journaliste en ressort convertie au féminisme ! Une métamorphose sur laquelle, en 1902, elle s'explique : « Le bon sens n'était pas du côté des tapageurs », mais de celui

« des femmes venues de toutes les parties du monde pour exposer les revendications de leurs sœurs opprimées ». Elle vient de découvrir que la solidarité de sexe peut dépasser les clivages de classe. Encore faut-il que le message féministe soit divulgué pour atteindre son but ; pour ce, elle réagit en journaliste et estime qu'il est nécessaire que ce combat – un « devoir social » – ait son propre organe de presse « où quotidiennement des femmes défendraient l'intérêt des femmes ». Ainsi débute l'aventure d'un journal unique en son genre : *La Fronde*. Si sous la Troisième République, la presse féministe connaît son âge d'or, le contenu, la diffusion et la durée de vie de ses organes sont restreints. Lorsque le premier numéro, tiré à 200 000 exemplaires, de ce « journal féminin et féministe » paraît le 9 décembre 1897, seul existe encore *Le Journal des femmes* (1891), qui ne peut rivaliser avec cette nouvelle publication, « écho fidèle [...] des approbations [des femmes], de leurs critiques, de leurs justes revendications ». Toutefois, sa directrice ne veut pas qu'il soit uniquement une arme de combat contre la domination masculine, comme le suggère pourtant son nom. Celui-ci fait référence d'une part à l'intervention des Filles de France dans le combat de la noblesse du XVII^e siècle contre le pouvoir royal, et d'autre part à l'arme d'antan aux redoutables projectiles. Il ne s'agit pas de déclarer la guerre des sexes, mais d'aider à la lutte contre les préjugés et l'arbitraire des lois défavorables aux femmes. *La Fronde* sera un véritable journal. Un tel projet positionne Marguerite Durand en patronne de presse, une première. Autre grande innovation, il sera réalisé, sans exception, par des femmes, afin de le préserver de tout soupçon d'une participation masculine, dans l'ombre, qui expliquerait la valeur des articles, et dévaloriserait en retour les rédactrices. Marguerite Durand s'entoure de tous les talents : des féministes réputées à la plume alerte (Nelly Roussel, Maria Vérone), des écrivaines (Marcelle Tinayre), des philosophes (Clémence Royer), des syndicalistes (Marie Bonneval), des sociologues (Clotilde Dissard), des exploratrices (Alexandra David-Néel*)... La collaboration de

la célèbre journaliste Séverine* (1855-1929) annonce l'ambition de la patronne. De fait, la diversité des rubriques et leur qualité valent à *La Fronde* d'être flatteusement surnommée « *Le Temps* en jupons », version féminine donc du grand quotidien. Pour ce, il faut à Marguerite Durand faire admettre son équipe dans des lieux réservés à ses confrères : cérémonies officielles, déplacements présidentiels, débats parlementaires, enceinte de la Bourse. Elle doit aussi faire face à l'hostilité du monde syndicaliste de la presse : les typographes s'opposent à la féminisation de leur métier et à l'égalité des salaires entre les sexes. Contre la volonté émancipatrice de Marguerite Durand, ils brandissent la loi de 1892 interdisant le travail de nuit aux femmes, sous prétexte de les protéger. Les procès intentés pour la faire appliquer sont toutefois abandonnés. La riposte de la féministe dépasse la défense de son quotidien : elle aide à la fondation en avril 1899 d'un Syndicat des femmes typographes qui revendique de bénéficier d'une dérogation à la loi ; l'année suivante, elle contribue à la naissance de la Société coopérative de femmes typographes, une innovation.

Couvrant toute l'information, *La Fronde* ne peut échapper à l'affaire Dreyfus, qui agite tout le pays. À partir du procès d'Esterhazy en janvier 1898, suivi par Séverine* le journal s'affiche clairement dreyfusard (reproduction du « J'accuse » de Zola, paru dans *L'Aurore*, souscription en mars pour honorer l'écrivain d'une médaille, multiples articles sur le sujet). Durand se rend avec Séverine et la journaliste Jeanne Bremontier (?-1926) au procès en révision à Rennes en 1899. *La Fronde*, par la volonté de sa directrice, s'affirme donc comme un quotidien féministe et républicain. Aussi, Durand doit-elle affronter les injures de la presse nationaliste et la rumeur selon laquelle les Juifs auraient financé la création du quotidien, à seule fin de défendre Dreyfus. Femme de combat, elle entame un procès en diffamation qu'elle gagne et affirme que les fonds proviennent de ses biens propres, notamment de la vente de ses perles et des revenus fournis par

le cimetière animalier d'Asnières qu'elle a ouvert en 1899 avec l'avocat Georges Harmois, afin de défendre la cause des bêtes qui lui tient tant à cœur.



Mais, alors que l'Affaire divise la France, jusqu'au sein des familles, *La Fronde* ne parvient pas à échapper à cette fracture : l'utopie sororelle se brise. Le masque du féminisme tombe, révélant l'antisémitisme et le nationalisme agressif de la fondatrice du féminisme chrétien Marie Maugeret (1844-1928) comme de l'écrivaine Gyp (1849-1932), la dernière comtesse de Mirabeau. Une partie du lectorat fait désertion. L'anticléricalisme radical de Marguerite Durand contribue aussi à la baisse du nombre d'abonnées (des femmes essentiellement). Malgré la fidélité des institutrices, le journal connaît des difficultés financières que l'entregent de sa patronne ne parvient à résorber. Ces réseaux lui sont du reste souvent reprochés ; en réponse, sans doute, elle ironise sur l'ignorance du féminisme de sa dette envers ses cheveux blonds... La séduction comme arme de combat choque les militantes, mais Durand, esprit indépendant, se rit de ces convenances. Lors de l'Exposition universelle de Paris en 1900, la publicité que procure au féminisme le Congrès international de la condition des droits de la femme – dont elle est secrétaire générale – ne suffit pas à faire décoller les ventes. Devenu en 1903 simple supplément du mensuel de *L'Action*, dont Durand préside le conseil d'administration – preuve de son poids dans le monde de la presse – *La Fronde* disparaît (elle reparait quelques mois en 1914 et de 1926 à 1928), mais pas la militante. En 1907, elle crée un éphémère Office du travail féminin, puis devient une figure phare du suffragisme, marchant en tête de la grande manifestation du 5 juillet 1914 ; elle reste dans l'entre-deux-guerres un grand nom du féminisme. Aujourd'hui, il est celui de la seule bibliothèque française spécialisée en histoire des femmes et des féminismes. Au dernier étage de celle du XIII^e arrondissement de Paris, un immense tableau de la fondatrice en costume de voile blanc, signé Jules Cayron (1897), rappelle que c'est là son œuvre. Mais son héritage, source de tant de travaux depuis une quarantaine d'années, étouffe dans des locaux, clairs et modernes, mais trop petits pour poursuivre son entreprise, quand elle n'est pas menacée. Hors des cercles

de la recherche, voire des organisations féministes, sa renommée s'est, elle, envolée. Prononcer le nom de Marguerite Durand, c'est aussitôt s'entendre rétorquer : « Marguerite Duras ? ». Une proximité patronymique qui contribue, comble du destin, à perpétuer l'oubli de celle qui voulut inscrire la mémoire de toutes dans l'Histoire, devinant qu'elle serait sans cesse menacée.

Orientation bibliographique

COQUART Élisabeth, *La Frondeuse : Marguerite Durand, patronne de presse et féministe*, Paris, Payot, 2010.

DIZIER-METZ Annie, *La Bibliothèque Marguerite Durand. Histoire d'une femme, mémoire des femmes*, Paris, Mairie de Paris, Direction des affaires culturelles, 1992.

RABAUT Jean, *Marguerite Durand (1864-1936) : « La Fronde » féministe ou le Temps en jupons*, Paris, L'Harmattan, 1996.